

Bulletin du FMI

Conférence à Rome

Le FMI aide les pays à faire face à la crise alimentaire

Bulletin du FMI en ligne

3 juin 2008

- Selon le FMI, la crise peut être gérée et il est impératif d'agir d'un point de vue moral et économique
- Un financement supplémentaire pour les pays les plus touchés
- Coordination de l'action avec les Nations Unies et la Banque mondiale

Dans une allocution prononcée lors de la conférence des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale qui s'est ouverte à Rome le 3 juin, M. Strauss-Kahn a déclaré que les prix élevés de l'alimentation avaient des effets inflationnistes à l'échelle mondiale et menaçaient les économies des pays à faible revenu, surtout en Afrique.

Le FMI a doublé son aide financière à quatre pays à faible revenu (Burkina Faso, Mali, Niger et République kirghize) touchés par la hausse des prix de l'alimentation et des combustibles, et négocie une aide supplémentaire avec 11 autres pays, a déclaré M. Strauss-Kahn aux délégués.

Le 29 mai, le FMI a annoncé qu'il accordait 21 millions de dollars supplémentaires au Mali, un pays d'Afrique de l'Ouest sans débouché sur la mer, et qu'il augmentait de 14,4 millions de dollars son aide à la République kirghize, un pays montagneux d'Asie centrale.

La crise peut être gérée

M. Strauss-Kahn, ancien Ministre des finances de la France, a déclaré que la crise pouvait être gérée si la communauté internationale prenait des mesures appropriées pour

- répondre aux besoins immédiats des régions les plus touchées et nourrir ceux qui ont faim
- aider les pays à orienter l'aide vers ceux qui en ont le plus besoin, tout en évitant de prendre des mesures qui aggravent la situation, par exemple interdire les exportations ou contrôler les prix
- aider les pays à limiter les coûts macroéconomiques et à éviter que cette crise ne devienne un problème général d'inflation ou de balance de paiements.

Les effets sur la balance des paiements peuvent être importants. Selon les projections du FMI, la hausse du coût des importations de denrées alimentaires pourrait dépasser 1 % du PIB cette année dans environ la moitié des pays africains. Les hausses sont les plus fortes dans certains des pays les plus pauvres, comme la République démocratique du Congo (près de 2 %) et la Mauritanie (3 %). Dans les autres pays, le renchérissement des combustibles a aussi un effet négatif considérable.

La réunion de Rome, présidée par Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, rassemble les dirigeants des principaux organismes des Nations Unies, ainsi que du

Fonds monétaire international ([FMI](#)) et de la Banque mondiale, et de nombreux chefs d'État et de gouvernement. M. Ban a appelé les dirigeants présents à prendre des mesures «audacieuses et urgentes» face à la crise alimentaire mondiale, notamment pour accroître la production alimentaire et relancer l'agriculture afin de garantir la sécurité alimentaire à long terme.

Lors de cette [Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale](#), M. Ban a déclaré que plus de 850 millions d'êtres humains dans le monde n'avaient pas assez de nourriture avant le début de la crise actuelle. Ce nombre devrait augmenter de 100 millions et les plus démunis seront les plus durement touchés.

Ce n'est pas une pénurie alimentaire mondiale

Selon M. Strauss-Kahn, il est important de savoir qu'il ne s'agit pas d'une pénurie alimentaire mondiale. «En fait, il y a assez de nourriture pour nourrir tout le monde. Le problème, c'est plutôt que les prix ont augmenté et que beaucoup de gens n'ont pas les moyens d'acheter des aliments. Nous devons donc donner de la nourriture, ou l'argent nécessaire pour en acheter, à ceux qui en ont le plus besoin». M. Strauss-Kahn a pris note avec satisfaction de l'appel lancé par le Programme alimentaire mondial pour mobiliser 755 millions de dollars face à l'envolée des prix de l'alimentation.

Les mesures d'urgence doivent être rentables et bien ciblées, et ne pas compromettre les objectifs à long terme d'une augmentation de la production alimentaire. Selon M. Strauss-Kahn, il peut être très efficace de renforcer des prestations sociales ciblées, comme les programmes vivres contre travail et les transferts conditionnels aux plus démunis, comme au Brésil et au Mexique.

Parmi les autres mesures efficaces à court terme figurent la réduction ou l'élimination des droits de douane sur les principales denrées alimentaires (comme le font plus de 40 pays), des subventions temporaires pour le ou les deux produits les plus importants pour les pauvres et l'expansion des programmes de nutrition scolaires qui existent dans nombre de pays (par exemple, en Afrique du Sud et au Kenya).

Toutefois, certaines mesures sont à éviter, par exemple les restrictions aux exportations (qui exportent la faim d'un pays à un autre), les subventions générales qui ne ciblent pas les pauvres ou les contrôles directs des prix qui découragent la production.

«On entend déjà dire que les agriculteurs des pays en développement cessent de produire du riz parce que les prix intérieurs sont inférieurs aux coûts des intrants», a noté M. Strauss-Kahn.

Les prix de l'alimentation vont rester élevés

Selon un [rapport](#) publié le 29 mai par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ([FAO](#)) et l'Organisation de coopération et de développement économique ([OCDE](#)), les prix des produits agricoles «devraient, sur les dix prochaines années, se maintenir au-dessus de leur valeur moyenne de la décennie

passée».

«Les prix élevés actuels frapperont plus durement les populations pauvres et qui souffrent de la faim»; «l'aide humanitaire doit être mobilisée d'urgence» et l'accent doit être mis sur l'augmentation de la production agricole à plus long terme.

«Des mesures cohérentes doivent être prises de toute urgence par la communauté internationale pour réduire l'incidence de l'augmentation des prix sur les populations pauvres et qui souffrent de la faim», a déclaré le Directeur général de la FAO, M. Jacques Diouf, à la conférence de presse organisée pour le lancement du rapport.

Au cours de la prochaine décennie, les prix corrigés de l'inflation devraient, d'après le rapport, augmenter de moins de 10 % pour le riz et le sucre, de moins de 20 % pour le blé et d'environ 30 % pour le beurre, les céréales secondaires et les oléagineux, et jusqu'à 50 % pour les huiles végétales. Les prix élevés du pétrole, le changement des régimes alimentaires, l'urbanisation, la croissance économique et l'augmentation de la population mondiale sont des facteurs fondamentaux de la hausse des prix de l'alimentation.

La demande croissante de biocarburant est un autre facteur qui contribue à la hausse des prix, selon le rapport : la production mondiale d'éthanol a triplé entre 2000 et 2007 et devrait doubler encore d'ici à 2017. Le changement climatique, le bas niveau des stocks et les activités spéculatives pourraient aussi accroître la variabilité des prix.

Engagement de la Banque mondiale

Le [Groupe de la Banque mondiale a annoncé](#) le 29 mai qu'il appuierait les efforts déployés au plan international pour surmonter la crise alimentaire mondiale en créant un mécanisme de financement rapide portant sur un montant de 1,2 milliard de dollars pour faire face aux besoins immédiats; sur ce montant, 200 millions de dollars seront accordés sous forme de dons en faveur des populations vulnérables des pays les plus pauvres du monde.

En annonçant l'adoption de plusieurs mesures pour faire face aux problèmes alimentaires qui se posent dans l'immédiat et à plus long terme, le Groupe de la Banque mondiale a indiqué qu'il porterait le montant global de son appui mondial au titre de l'alimentation et de l'agriculture, qui est actuellement de 4 milliards de dollars, à 6 milliards de dollars l'année prochaine et qu'il lancerait des instruments de gestion des risques, ainsi que des mécanismes d'assurance des récoltes pour protéger les pays pauvres et les petits agriculteurs.

Tout commentaire sur cet article peut être envoyé à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article du Bulletin du FMI disponible à : www.imf.org/imfsurvey